

Projets d'ordonnances réglant les restrictions et interdictions d'utilisation, le contingentement immédiat, le contingentement ainsi que le délestage de l'électricité, et la modification de la loi sur l'approvisionnement du pays

Monsieur le conseiller fédéral,
Mesdames, Messieurs,

Le Conseil d'État de la République et Canton de Neuchâtel a pris connaissance du sujet de la consultation du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) et vous remercie de lui offrir la possibilité de donner son avis sur ces projets d'ordonnances en lien avec des restrictions et interdictions d'utilisation, des contingentements ou des délestages de l'électricité dans le contexte du risque de pénurie énergétique de cet hiver.

Conscient d'une situation qui pourrait s'annoncer difficile au niveau de l'approvisionnement énergétique du pays pour cet hiver et les prochains, le Conseil d'État a activé dès le mois d'août un état-major cantonal de conduite. Dès la mi-septembre, il a décidé de mettre en œuvre des mesures d'exemplarité avec les communes et d'inciter la population et les entreprises à suivre ses recommandations en matière d'économies d'énergie.

Sur le principe, les mesures à prendre pour gérer la situation du risque de pénurie d'électricité ne doivent pas être durablement en contradiction avec la stratégie fédérale pour une société neutre en carbone.

Globalement, le Conseil d'État soutient les mesures proposées par la Confédération et visant à assurer l'approvisionnement en électricité du pays car il en va de la préservation de l'économie et de l'emploi, du fonctionnement des services publics et de notre société en général. Il est conscient que chaque palier de mesures vise à éviter des conséquences plus graves, qui exigeraient des mesures plus drastiques.

Le Conseil d'État soutient la prise de position de la conférence des directeurs cantonaux de l'énergie (EnDK) et des 7 autres conférences associées à cet avis.

Au surplus, nos remarques et propositions figurent dans l'annexe à ce courrier.

En vous remerciant de nous avoir consulté, nous vous prions de croire, Monsieur le conseiller fédéral, Mesdames, Messieurs, à l'assurance de notre haute considération.

Neuchâtel, le 14 décembre 2022

Au nom du Conseil d'État :

Le président,
L. KURTH

La chancelière,
S. DESPLAND

Annexe

Remarques générales en soutien à l'économie et l'emploi

Des pertes de travail pourraient survenir en fonction de la gravité de la crise énergétique et des mesures décrétées à cette suite par le Conseil fédéral. Dès lors, alors qu'aucune autre indemnité n'est pour l'instant prévue par le Conseil fédéral, il est très important d'anticiper au mieux un potentiel recours à la Réduction de l'Horaire de Travail (RHT). À cet égard, des procédures de demande et d'octroi simplifiées pour la RHT doivent être considérées. Le cercle des bénéficiaires potentiels en matière de RHT devra également être élargi. En outre, un raccourcissement ou une suppression du délai de préavis doit être envisagé. La question en suspens est bien entendu « Pour qui, dans quel contexte et sous quelles conditions/critères ? ». De plus, il est tout aussi important que des ressources supplémentaires soient attribuées aux organes d'exécution si la crise devait être d'ampleur. Enfin, en cas de crise extrême, le Conseil fédéral doit envisager des mesures – autres que la RHT – afin de soutenir les entreprises et le tissu économique du pays.

En termes de compensations, la loi prévoit d'utiliser la RHT comme système de compensation. Ceci est positif. Cet outil existant est prévu pour pallier à des situations conjoncturelles. De par le fait que les décisions d'arrêts le seront d'autorité et à l'instar de ce qui a été fait pendant le COVID-19, ne doit-on pas prévoir que les 3 jours de délais de carence à charge de l'employeur soient supprimés dès le palier 3 ? Les 20% de contribution des employés qui se justifient dans un cas de RHT classique sont aussi un sujet qu'il serait important de discuter en amont des prises de décisions. Une entreprise qui met son entreprise de manière proactive en arrêt ne devrait pas en subir les conséquences, cette solidarité devrait aussi être valorisée.

Dans le cadre du projet, à partir du palier 3 qui de notre point de vue commence à impacter l'économie de manière significative, nous pensons qu'il est important de travailler en amont avec les entreprises concernées, en particulier avec les gros consommateurs. La liste des grands consommateurs de notre canton ne faisant pas partie des données fournies, il est difficile de se projeter. Nous préconisons un travail préparatoire de prise de contact qui permettrait par un questionnaire en ligne sur le site de l'administration fédérale (easygov) de qualifier les besoins en termes d'anticipation. Différents profils doivent être anticipés. Ainsi par exemple, une société comme EM Microelectronic, active dans l'électronique, utilisant des processus pointus et des hauts-fourneaux, ne peut pas se permettre d'être avertie seulement quelques heures avant une coupure. Il est important de définir ces délais et de travailler en anticipation avec les entreprises afin que les autorités qui décideraient des mesures d'arrêt puissent les accompagner avec un impact le plus faible possible. À titre d'exemple, il faut environ une semaine pour arrêter la production de la société mentionnée ci-dessus de manière coordonnée, soit sans pertes de matériel en cours et de consommables dans les outils de production. Un préavis de 24 à 48 heures en cas d'urgence permet de limiter les dégâts, mais a un coût. Tout arrêt inopiné de plus court délai d'information aura des coûts. Les encours dans ce genre de domaines se valorisent dans des ordres de grandeurs allant de quelques centaines de milliers de francs à plusieurs millions. Ceci est dû aux processus de production qui peuvent atteindre jusqu'à 6 semaines, de la mise en route d'un lot à sa sortie de production. Dans le domaine des céramiques techniques, certains processus de recuit prennent entre 24 et 48 heures. Un arrêt au milieu de ces processus ne permet pas toujours de retravailler ces produits, particulièrement dans le domaine médical où les normes sont strictes et ne permettent pas de reprises.

Nous constatons à travers les commentaires de certains industriels que les opérateurs d'énergie n'ont pas tous les mêmes sensibilités à informer de manière proactive les entreprises. Ces dernières sont alors dans un flou qui pourrait être corrigé par un lien direct entre la Confédération et les sociétés grandes consommatrices.

Il nous paraît peu probable que le système de vente et d'achat de quotas puisse compenser et inciter à de la proactivité. Ce système étant purement libre risque de voir des fluctuations très fortes

en fonction des circonstances. Certaines entreprises pouvant même être incitées à spéculer, nous préférierions des mesures directes d'incitation positive à la collaboration proactive des entreprises que des mises en concurrence supplémentaires.

En marge des mesures qui impactent le tissu économique induit et à l'instar de ce qui s'est passé lors de la crise du COVID, nous craignons que le parlement se saisisse du sujet et que les mêmes réflexes ne soient appliqués, à savoir la pression pour une compensation financière du type de celle des cas de rigueurs. Il serait ainsi souhaitable, voir indispensable, que ces outils soient développés en amont de la crise dans les temps qui restent et que la Confédération anticipe au lieu de réagir. Pour rappel, les Cantons ont dû faire face seuls à cette pression populaire à l'origine de la crise du COVID au printemps 2020, créant une situation peu compréhensible par la population de traitements différenciés d'une région à l'autre du pays. Autant la situation sanitaire pouvait le justifier, autant une crise énergétique globale et une escalade des mesures au niveau de la Suisse ne permettra pas de justifier des disparités cantonales.

Ordonnance sur les restrictions et les interdictions d'utilisation de l'énergie électrique

Remarques générales

Tout d'abord, il faut saluer ici la volonté de préserver le tissu économique de notre pays. Maintenir l'activité des entreprises demeure la préoccupation la plus relayée depuis quelques mois. La période d'arrêt brutal vécue durant la pandémie de Covid-19 ne doit pas se produire à nouveau ; il en va de la stabilité de notre économie. L'ordonnance prévoit de mettre en place certaines restrictions et interdictions par paliers en fonction de la situation. Cette méthode prudente permet d'avancer par étape et répond à nos préoccupations.

Dans cette ordonnance, de nombreux doutes demeurent quant à la mise en application, à l'information et au contrôle. Ces éléments semblent totalement oubliés à ce stade et des précisions devront rapidement être apportées.

Finalement, dans cette ordonnance les domaines de la restauration, de l'hôtellerie, du commerce de détail, de l'informatique, des salons de bien-être voire des secteurs plus larges des arts & métiers sont impactés. Il importe que la Confédération obtienne la validation des associations de branche qui défendent les intérêts de ces PME, car elles sont très au fait de la faisabilité de ces mesures. Des mesures impraticables signifieraient une limitation voire une suppression d'activités qui devraient alors faire l'objet de dédommagements.

Nous relevons que l'information de la population est prévue au niveau de la Confédération, mais l'exécution des mesures se fait aussi au niveau du Canton notamment (selon les compétences). En termes de communication, certaines restrictions sont susceptibles de créer de gros débats : limitation de la vitesse sur l'autoroute, sauna. De manière générale, nous identifions des risques de tensions : dénonciation du voisin par exemple.

D'autres restrictions semblent plus être des « conseils » car il sera plus que difficile de contrôler leur application par les privés (par ex. lessive à 40° C).

Beaucoup de restrictions semblent très spécifiques et risquent de provoquer beaucoup de questions. Si ces restrictions ne sont pas clairement exprimées et justifiées, elles risquent de n'être pas comprises, ni acceptées et donc risquent de n'être que peu appliquées. Le risque est de perdre la confiance de la population. Sur le plan cantonal, dans cette perspective, il nous semble que la communication ne pourra que se borner à répéter les conseils et encourager la population à les suivre.

Le palier 4 a des implications économiques importantes. Nous regrettons que la question des indemnisations financières pour les commerces et établissements ne soit pas évoquée.

Remarques par article

Art. 2 :

Alinéa 5 : l'expérience acquise avec l'exemplarité du canton et des communes ces derniers mois a mis en évidence des impossibilités techniques dans certaines configurations du réseau d'éclairage public. Il faudrait que cela soit aussi couvert par la compétence donnée aux cantons.

Proposition :

⁵L'éclairage électrique des routes et places publiques est autorisé uniquement le [...(jour de la semaine)], de [... heures] à [... heures]. L'Office fédéral des routes (OFROU) et les cantons fixent, dans le cadre de leurs compétences, les exceptions déterminantes pour la sécurité et selon les possibilités techniques.

Alinéa 5 : dans le cadre de la mise en application de mesures d'extinction nocturne, les positions sont divergentes sur la question de l'éclairage des passages pour piétons. Une unité à l'échelle nationale faciliterait l'application et simplifierait le message pour les usagers. Nous proposons d'ajouter une disposition permettant d'éteindre les passages pour piétons et/ou des précisions sur les exceptions concernant la sécurité.

Art. 5 :

La liste est très étendue et il sera quasiment impossible de procéder à des vérifications. Les Gestionnaires de Réseau de Distribution (GRD) ne doivent en aucun cas être responsable de l'application de ces mesures. De plus, les coûts engendrés par les tâches réalisées par le GRD dans le cadre de l'application de ces ordonnances doivent être imputables aux tarifs.

Proposition :

Article 5 "Lit. d (nouveau) : Tous les coûts engendrés par les tâches réalisées par les GRD dans le cadre des mesures prévues en cas de pénurie d'énergie sont des coûts imputables au sens de la LApEI et de l'OApEI."

Art. 9 :

La mise en application des limitations de vitesse à l'échelle communale permettrait d'une part une diminution directe de la consommation et probablement en plus un report sur les modes doux ou les transports publics. Nous proposons une modification de la limitation générale de vitesse également pour les routes cantonales et communales.

Annexe 1 :

Au palier 1, 3^e puce ; au palier 2, 2^e puce ; au palier 3, 4^e puce : nous contestons l'association faite entre le chauffage électrique direct et les pompes à chaleur (PAC). D'une part, il est faux de dire qu'avec une PAC le chauffage est principalement réalisé à partir d'énergie électrique (2/3 sont prélevés à l'environnement). Et d'autre part, cette restriction va à l'encontre des efforts considérables déployés par la Confédération et les cantons dans le cadre du *Programme Bâtiments* pour décarbonner notre société. Cette mesure ne devrait viser que les chauffages électriques directs.

Proposition :

Faire une différence dans les mesures de restriction entre les pièces accessibles au public chauffées avec un chauffage électrique direct ou une pompe à chaleur.

Au palier 1, 2^e et 3^e puces ; au palier 2, 1^e et 2^e puces ; au palier 3, 3^e et 4^e puces : dans la mesure du possible, nous proposons de mentionner les foyers pour personnes handicapées.

Au palier 3, 6^e puce : nous contestons le ciblage des voitures électriques. Dans les statistiques fédérales, l'énergie consommée par des voitures électriques concerne les voitures 100%

électriques. Les hybrides n'en sont pas, mais les hybrides plug-in non plus. Pour ces dernières, il est impossible de savoir si l'énergie provient du moteur thermique ou de la recharge réseau.

Proposition :

Supprimer cette mesure.

Au palier 1 : nous souhaitons l'intégration de toutes les restrictions en lien avec l'utilisation d'appareils électriques dits « de confort », qui figurent parfois aux paliers 2 ou 3.

Au palier 1, 1^e puce : la limitation de la température de lavage à 40° est une mesure « spectaculaire » mais difficilement applicable et contrôlable au quotidien.

Au palier 1 : Pour les mêmes raisons que celles évoquées pour la limitation de tout le trafic à 100 km/h sur les routes nationales, la limitation du chauffage à 20°C doit s'appliquer à tous les agents énergétiques.

Proposition :

Les pièces accessibles au public ~~principalement chauffées à partir d'énergie électrique (chauffages électriques ou pompes à chaleur, p.ex)~~ peuvent être chauffées à 20°C au plus.

Au palier 1 : La température de 7°C est celle conseillée par SuisseEnergie <https://www.suisseenergie.ch/appareils-menagers/refrigerateurs-congulateurs/>.

Proposition :

Les réfrigérateurs utilisés à des fins privées ou commerciales ne peuvent être réfrigérés à une température inférieure à 6-7 °C (excepté le compartiment de congélation).

Au palier 1 : La température de -18°C est celle conseillée par SuisseEnergie <https://www.suisseenergie.ch/appareils-menagers/refrigerateurs-congulateurs/>.

Proposition :

~~Les armoires frigorifiques et~~ les congélateurs utilisés à des fins privées et commerciales ne peuvent pas être réfrigérés à une température inférieure à ~~-20-18~~ °C.

Au palier 1 : Un cadre réglementaire faciliterait l'application des mesures pour les gérances et collectivités publiques. Nous proposons d'ajouter une limite pour le chauffage des logements par exemple à 20°C.

Au palier 2 : Pour les mêmes raisons que celles évoquées pour la limitation de tout le trafic à 100 km/h sur les routes nationales, la limitation du chauffage à 19°C doit s'appliquer à tous les agents énergétiques.

Proposition :

Les pièces accessibles au public ~~principalement chauffées à partir d'énergie électrique (chauffages électriques ou pompes à chaleur, p.ex)~~ peuvent être chauffées à 19°C au plus.

Au palier 2 : Les piscines et jacuzzis extérieurs chauffés sont souvent maintenus à des températures plus élevées que l'air ambiant de manière permanente. Il s'agit d'un potentiel d'économie important. Nous proposons d'interdire également le chauffage des piscines extérieures et des jacuzzis extérieurs.

Au palier 2 : La température de -18°C est celle conseillée par SuisseEnergie <https://www.suisseenergie.ch/appareils-menagers/refrigerateurs-congelateurs/>.

Proposition :

~~Les armoires frigorifiques et les congélateurs utilisés à des fins privées et commerciales ne peuvent pas être réfrigérés à une température inférieure à -20-18 °C.~~

Au palier 2 : Si les centres de calcul et les salles de serveurs supportent une température de 25°C, nous proposons d'appliquer cette mesure dès le palier 1, voire de manière permanente.

Au palier 3 : Pour les mêmes raisons que celles évoquées pour la limitation de tout le trafic à 100 km/h sur les routes nationales, la limitation du chauffage à 19°C doit s'appliquer à tous les agents énergétiques.

Proposition :

~~Les pièces accessibles au public principalement chauffées à partir d'énergie électrique (chauffages électriques ou pompes à chaleur, p.ex) peuvent être chauffées à 19°C au plus.~~

Au palier 3 : Si le propriétaire dispose d'une source de production d'électricité autonome (p.ex panneaux photovoltaïques), est-il pertinent de restreindre l'usage de sa voiture électrique ? Est-ce qu'une dérogation est possible dans ce cas ?

Annexe 2 :

Au palier 3 : nous regrettons de voir au même niveau l'éclairage des places de sport et d'installations sportives, et par exemple l'exploitation de structures gonflables pour les activités de loisirs. Nous proposons de mettre l'exploitation de structures gonflables pour des activités de loisirs et sportives au palier 1.

Au palier 3, 2^e puce concernant l'éclairage des places de sport et des installations sportives : est-ce qu'il y a une différenciation entre sport amateur et sport professionnel ? Sinon cela revient à arrêter toute activité sportive nocturne.

Au palier 3, 4^e puce : est-il possible de différencier les manifestations sportives en extérieur et en intérieur afin que la mesure soit moins abrupte ?

Au palier 3, 5^e puce : nous proposons de mettre l'utilisation de stations de lavage pour les voitures de tourisme et les véhicules utilitaires (tunnels de lavage et box de lavage), excepté lorsqu'elle est nécessaire à la réalisation de travaux mécaniques au palier 1.

Proposition :

Nous proposons de mettre l'utilisation des bains à remous, appareils de bronzage, saunas, cabines infra-rouges, bains de vapeur, sièges de massage et autres installations de bien-être à alimentation électrique d'usage commercial au palier 1.

Au palier 2 : Dans la série des réfrigérateurs en libre-service, il faut aussi ajouter les installations du type « Sélecta » qui sont parfois exposées au soleil et à des températures importantes en période de canicule.

Proposition :

~~Le fonctionnement des minibars dans les chambres destinées à l'hébergement touristique, des réfrigérateurs pour le libre-service à usage collectif dans l'hôtellerie-~~

restauration ainsi que des réfrigérateurs en libre-service dans les espaces extérieurs (p. gare, arrêts transports publics, ...).

Ordonnance sur le contingentement de l'énergie électrique

Remarques générales

Différentes études ont démontré que le potentiel d'économie dans les STEP est largement atteint et qu'une diminution de 20% de la consommation chez les grands consommateurs (grandes STEP) n'est pas possible sans porter atteinte au milieu naturel, en ne respectant plus les valeurs légales de rejets. De plus, l'impact sur la faune piscicole risque d'être important, vu que la période avec la plus grande probabilité de mise en place de la phase de contingentement (printemps) coïncidera avec la phase juvénile des poissons, période pendant laquelle ceux-ci sont particulièrement sensibles. L'ordonnance sur le contingentement ne prévoit pas de dérogation pour les gros consommateurs, plus particulièrement pour les grandes STEP. Ainsi, nous demandons que les stations d'épuration soient exclues du contingentement au risque d'endommager les écosystèmes sensibles ainsi que les conditions d'hygiène potentiellement problématiques pour l'homme et l'environnement.

Les usines de valorisation thermique des déchets (UVTD) peuvent être d'importants producteurs d'énergie et, en ce sens, ne sont pas concernées par le délestage selon l'art. 4 al. 1 let. h de l'ordonnance mise en consultation. Comme gros consommateurs, elles seraient soumises au contingentement. Or, les consommations électriques élevées enregistrées sur ces sites sont le fait de pannes imprévisibles pouvant entraîner une consommation électrique moyenne sur un mois de référence très élevée. En période d'activité usuelle, la consommation totale ne représente qu'une très petite part au regard de la production d'énergie de l'UVTD. Partant, le système de contingentement basé sur un mois de référence n'est pas praticable pour les UVTD qui sont de grands producteurs avant d'être des grands consommateurs d'énergie. Ainsi, nous demandons que les UVTD soient exclues du système de contingentement au vu du rôle de production d'énergie qu'elles assument et de l'importance qu'elles ont pour la salubrité publique.

Dans la mesure du possible, nous proposons d'ajouter les hôpitaux, cabinets médicaux, maisons de naissances, EMS, foyers pour personnes handicapées, écoles et structures d'accueil extra-familial comme dérogation.

En cas de contingentement, les entreprises qui, pour des raisons techniques de production, dépendent impérativement d'un approvisionnement en électricité complet et sans interruption devraient pouvoir être exemptées. Cela est particulièrement important jusqu'à ce qu'un contingentement et un échange de contingents soient possibles à l'échelle du pays.

Remarques par article

Art. 4 :

Le contingentement est prévu à ce stade uniquement pour les gros consommateurs. Si nous comprenons ce choix, il est à noter que bien souvent, ces gros consommateurs sont justement la catégorie d'entreprises qui ont déjà fait beaucoup d'efforts en matière d'économie d'énergie. Sur ce dernier point, l'article 4 de l'ordonnance précise que la quantité de référence est la consommation d'un gros consommateur par site de consommation pendant le mois civil de l'année précédente qui correspond à la période de contingentement. Cela exclut en partie les efforts faits par les entreprises avant l'année 2021, année fortement impactée par la pandémie du Covid-19, faut-il le rappeler. Selon nous, il serait plus juste de récompenser les entreprises qui ont fourni des efforts durant les dernières années et de les considérer dans le calcul de la quantité de référence.

Proposition :

Nous proposons de lisser la quantité de référence sur les cinq dernières années.

Nous comprenons que la référence pour les contingentements est le mois équivalent de l'année précédente, en tenant compte de divers paramètres tels que décrits dans les commentaires de l'ordonnance de contingentement (art. 4). Il conviendrait de pouvoir mettre à disposition des entreprises concernées une « calculette » leur permettant de connaître leurs valeurs cible pour les mois à venir.

Art. 7 et Art. 9 :

Pour limiter les conséquences d'un contingentement, les entreprises doivent pouvoir mettre en œuvre les mesures qu'elles ont prévues. Dès lors, il est indispensable de les prévenir à l'avance de leur astreinte au contingentement. Les articles 7 et 9 ne précisent pas le délai d'annonce permettant aux entreprises de se préparer.

Proposition :

Nous demandons qu'un délai d'annonce (par exemple 20 jours) soit indiqué dans l'ordonnance.

Art. 8 :

La cession des contingentements prévue par l'article 8 de l'ordonnance est très intéressante pour les entreprises car elle permet de réduire les dégâts économiques globaux. Nous regrettons néanmoins que la possibilité d'échange de contingents ne puisse pas être totalement opérationnelle dès cet hiver déjà. Il n'est prévu qu'une phase pilote pendant l'hiver 2022/2023 pour pouvoir proposer une solution l'hiver 2023/2024. Un contingentement affectera toujours les entreprises de manière différente. Alors qu'une partie d'entre elles peut continuer à produire avec un approvisionnement énergétique réduit, d'autres ne pourront pas pour des raisons techniques de processus. Ainsi, il est fondamental de mettre en place rapidement cette possibilité d'échange de contingents.

Proposition :

Le test pilote prévu devrait être réalisé en priorité pour que les entreprises puissent bénéficier de la possibilité de cession de contingents le plus rapidement possible, dès février ou mars 2023.

Art. 8 bis (nouveau) :

Comme pour le délestage, des dérogations devraient pouvoir être accordées à certaines infrastructures pour lesquelles un approvisionnement en électricité complet est nécessaire à la fourniture des services vitaux suivants, si le contingentement compromet grandement leur fonctionnement.

Proposition :

Art. 8 bis (nouveau) Dérogations

¹Ne sont pas soumis au contingentement, les consommateurs finaux dont l'approvisionnement en électricité est nécessaire à la fourniture des services vitaux suivants.

(Même liste que pour le délestage)

Art. 8 ter (nouveau) :

Des dérogations devraient pouvoir être accordées aux infrastructures productrices d'électricité comme par exemple les usines de valorisation et de traitement des déchets (UVTD), si le

contingemment compromet grandement leur fonctionnement ou si leur bilan électrique global est une injection supérieure à la consommation.

Proposition :

Art. 8 ter (nouveau) infrastructures productrices d'électricité

¹Ne sont pas soumises au contingentement les infrastructures productrices d'électricité (usines de valorisation et de traitement des déchets, par ex.), si le contingentement compromet grandement leur fonctionnement ou si leur bilan électrique global est une injection supérieure à la consommation.

Art. 11 :

Comme dit dans le rapport explicatif, il s'agit du domaine énergie de l'AEP. Dans l'ordonnance sur le délestage, on parle aussi du domaine énergie de l'AES. Il faut donc préciser ici duquel on parle, comme cela est fait à l'art. 7.

Proposition : préciser :

²Si elle constate un dépassement du contingent, elle en avertit immédiatement le domaine Énergie de l'Approvisionnement économique du pays.

Art. 12 :

Idem

Proposition : préciser :

Le DEFR, le domaine Énergie de l'Approvisionnement économique du pays, l'OFAE et l'AES exécutent la présente ordonnance.

Ordonnance sur le contingentement immédiat de l'énergie électrique

Remarques générales

Différentes études ont démontré que le potentiel d'économie dans les STEP est largement atteint et qu'une diminution de 20% de la consommation chez les grands consommateurs (grandes STEP) n'est pas possible sans porter atteinte au milieu naturel, en ne respectant plus les valeurs légales de rejets. De plus, l'impact sur la faune piscicole risque d'être important, vu que la période avec la plus grande probabilité de mise en place de la phase de contingentement (printemps) coïncidera avec la phase juvénile des poissons, période pendant laquelle ceux-ci sont particulièrement sensibles. L'ordonnance sur le contingentement ne prévoit pas de dérogation pour les gros consommateurs, plus particulièrement pour les grandes STEP. Ainsi, nous demandons que les stations d'épuration soient exclues du contingentement au risque d'endommager les écosystèmes sensibles ainsi que les conditions d'hygiène potentiellement problématiques pour l'homme et l'environnement.

Les usines de valorisation thermique des déchets (UVTD) peuvent être d'importants producteurs d'énergie et, en ce sens, ne sont pas concernées par le délestage selon l'art. 4 al. 1 let. h de l'ordonnance mise en consultation. Comme gros consommateurs, elles seraient soumises au contingentement. Or, les consommations électriques élevées enregistrées sur ces sites sont le fait de pannes imprévisibles pouvant entraîner une consommation électrique moyenne sur un mois de référence très élevée. En période d'activité usuelle, la consommation totale ne représente qu'une très petite part au regard de la production d'énergie de l'UVTD. Partant, le système de contingentement basé sur un mois de référence n'est pas praticable pour les UVTD qui sont de grands producteurs avant d'être des grands consommateurs d'énergie. Ainsi, nous demandons que les UVTD soient exclues du système de contingentement au vu du rôle de production d'énergie qu'elles assument et de l'importance qu'elles ont pour la salubrité publique.

Dans la mesure du possible, nous proposons d'ajouter les hôpitaux, cabinets médicaux, maisons de naissances, EMS et foyers pour personnes handicapées comme dérogation.

En cas de contingentement, les entreprises qui, pour des raisons techniques de production, dépendent impérativement d'un approvisionnement en électricité complet et sans interruption devraient pouvoir être exemptées. Cela est particulièrement important jusqu'à ce qu'un contingentement et un échange de contingents soient possibles à l'échelle du pays.

Nous faisons remarquer que le contingentement immédiat tel que prévu par l'ordonnance semble extrêmement difficile à mettre en œuvre (le grand consommateur devant lui-même déterminer sa référence). Les autres actions prévues (économies et interdictions d'utilisation, contingentement mensuels) nous semblent suffisantes pour renoncer au mécanisme de contingentement immédiat qui risque de générer des perturbations chez un grand nombre d'entreprises. Économiquement, une alternative avec par exemple un appel d'offres permettant d'effacer la charge de quelques entreprises grandes consommatrices serait préférable.

Remarques par article

Art. 4 :

Le contingentement est prévu à ce stade uniquement pour les gros consommateurs. Si nous comprenons ce choix, il est à noter que bien souvent, ces gros consommateurs sont justement la catégorie d'entreprises qui ont déjà fait beaucoup d'efforts en matière d'économie d'énergie. Sur ce dernier point, l'article 4 de l'ordonnance précise que la quantité de référence est la consommation d'un gros consommateur par site de consommation pendant le mois civil de l'année précédente qui correspond à la période de contingentement. Cela exclut en partie les efforts faits par les entreprises avant l'année 2021, année fortement impactée par la pandémie du Covid-19, faut-il le rappeler. Selon nous, il serait plus juste de récompenser les entreprises qui ont fourni des efforts durant les dernières années et de les considérer dans le calcul de la quantité de référence.

Proposition :

Nous proposons de lisser la quantité de référence sur les cinq dernières années.

Art. 7 :

La cession des contingentements prévue par l'article 7 de l'ordonnance est très intéressante pour les entreprises car elle permet de réduire les dégâts économiques globaux. Nous regrettons néanmoins que la possibilité d'échange de contingents ne puisse pas être totalement opérationnelle dès cet hiver déjà. Il n'est prévu qu'une phase pilote pendant l'hiver 2022/2023 pour pouvoir proposer une solution l'hiver 2023/2024. Un contingentement affectera toujours les entreprises de manière différente. Alors qu'une partie d'entre elles peut continuer à produire avec un approvisionnement énergétique réduit, d'autres ne pourront pas pour des raisons techniques de processus. Ainsi, il est fondamental de mettre en place rapidement cette possibilité d'échange de contingents.

Proposition :

Le test pilote prévu devrait être réalisé en priorité pour que les entreprises puissent bénéficier de la possibilité de cession de contingents le plus rapidement possible, dès février ou mars 2023.

Art. 7 bis (nouveau) :

Comme pour le délestage, des dérogations devraient pouvoir être accordées à certaines infrastructures pour lesquelles un approvisionnement en électricité complet est nécessaire à

la fourniture des services vitaux suivants, si le contingentement compromet grandement leur fonctionnement.

Proposition :

Art. 7 bis (nouveau) Dérogations

¹Ne sont pas soumis au contingentement, les consommateurs finaux dont l'approvisionnement en électricité est nécessaire à la fourniture des services vitaux suivants.

(Même liste que pour le délestage)

Art. 7 ter (nouveau) :

Des dérogations devraient pouvoir être accordées aux infrastructures productrices d'électricité comme par exemple les usines de valorisation et de traitement des déchets (UVTD), si le contingentement compromet grandement leur fonctionnement ou si leur bilan électrique global est une injection supérieure à la consommation.

Proposition :

Art. 7 ter (nouveau) infrastructures productrices d'électricité

¹Ne sont pas soumises au contingentement, les infrastructures productrices d'électricité (usines de valorisation et de traitement des déchets, par ex.), si le contingentement compromet grandement leur fonctionnement ou si leur bilan électrique global est une injection supérieure à la consommation.

Art. 8 :

Pour limiter les conséquences d'un contingentement, les entreprises doivent pouvoir mettre en œuvre les mesures qu'elles ont prévues. Dès lors, il est indispensable de les prévenir à l'avance de leur astreinte au contingentement. L'article 8 ne précise pas le délai d'annonce permettant aux entreprises de se préparer.

Proposition :

Nous demandons qu'un délai d'annonce (par exemple 20 jours) soit indiqué dans l'ordonnance.

Art. 10 :

L'ordonnance prévoit que l'AES peut réaliser des sondages alors que le rapport explicatif mentionne également les GRD. La tâche est très délicate et il conviendrait de préciser les modalités de ces sondages (qui décide, sur la base de quel motif, comment sont «sélectionnés» les consommateurs finaux sondés) afin d'éviter des décisions qui pourraient être considérées comme arbitraires.

Comme dit dans le rapport explicatif, il s'agit du domaine énergie de l'AEP. Dans l'ordonnance sur le délestage, on parle aussi du domaine énergie de l'AES. Il faut donc préciser ici duquel on parle.

Proposition : préciser :

²Si elle constate un dépassement du contingent, elle en avertit immédiatement le domaine Énergie de l'Approvisionnement économique du pays.

Art. 11 :

Idem

Proposition : préciser :

Le DEFR, le domaine Énergie de l'Approvisionnement économique du pays, l'OFAE et l'AES exécutent la présente ordonnance.

Ordonnance sur le délestage de réseaux électriques pour garantir l'approvisionnement en électricité

Remarques générales

Le délestage est une solution trop extrême. En effet, de nombreuses entreprises, notamment industrielles, n'ont pas la possibilité de faire fonctionner leur production avec un approvisionnement partiel en énergie. Parfois, la production ne peut pas être interrompue, au risque de voir des pertes économiques très conséquentes. La conséquence sera dès lors un arrêt total de l'entreprise et des compensations seront donc nécessaires. Les dommages économiques seront énormes. C'est pourquoi, il faudrait examiner auprès des entreprises les plus gourmandes en électricité de Suisse s'il est possible de procéder à des arrêts anticipés et préventifs contre des dédommagements. Ceux-ci devant couvrir les pertes de travail via les RHT, autant que les pertes de chiffre d'affaires, via des aides ciblées.

Remarques par article

Art. 4 :

Concernant les dérogations « dans la mesure où les conditions techniques le permettent », nous souhaiterions que les conditions techniques de coupure pour le délestage soient précisées. La liste des services ou infrastructures bénéficiant d'une dérogation est telle qu'il est absolument indispensable de mentionner dans l'ordonnance que le service vital ou l'infrastructure critique doit représenter au moins le 80% de la consommation d'un départ moyenne tension pour ne pas être délesté. À défaut, le délestage sera impossible à mettre en œuvre. De plus, c'est sur la base de ce principe que les plans de délestage des GRD ont été élaborés. Il convient dès lors de se référer expressément aux documents de la branche, et notamment au document OSTRAL – Document d'application sur les délestages.

Proposition :

Formulation, qui reprend les dispositions du Document d'application sur les délestages OSTRAL :

Art.4 al.5 (nouveau)

“On considère que les conditions techniques permettant de ne pas délester un consommateur final au bénéfice d'une dérogation sont remplies lorsque ce dernier :

- a) est raccordé au niveau de réseau 3 (entre 36 et 220 kV), ou
 - b) est directement intégré au niveau de réseau 5 (entre 1 et 36 kV) dans la sous-station.
- Dans le NR 5, il est envisageable de connecter les consommateurs aussi librement que possible en déplaçant le point de déclenchement. Ce faisant, on accepte que d'autres consommateurs ne soient pas délestés non plus. La part de ces charges de pointe agrégées ne doit pas dépasser 20% de celle de l'ensemble du terme. Les consommateurs non délestés du fait de cette situation doivent être invités à réduire eux-mêmes leur consommation.”

Variante (moins précise mais permettant des adaptations en cas de besoin) :

Art.4 al. 5 (nouveau)

“La branche électrique détermine les conditions techniques à remplir pour qu'un consommateur final au bénéfice d'une dérogation ne soit pas délesté.”

Alinéa 3 : Qui décide dans un tel cas que le délestage n'est pas effectué ? Le GRD, Swissgrid ? Ce point mériterait d'être précisé.

Alinéa 1 : Le réseau d'assainissement ne se limite pas aux STEP. Certains réseaux ont des stations de relevages pour permettre l'écoulement des eaux vers une station d'épuration des eaux usées.

Proposition :

les installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement (les stations de relevages, les stations d'épuration des eaux usées...) ;

Art. 5 :

Pour limiter les conséquences d'un délestage, les entreprises doivent pouvoir mettre en œuvre les mesures qu'elles ont prévues. Dès lors, il est indispensable de les prévenir à l'avance d'un délestage. L'article 5 ne précise pas le délai d'annonce permettant aux entreprises de se préparer.

Proposition :

Nous demandons qu'un délai d'annonce (par exemple 20 jours) soit indiqué dans l'ordonnance.

Modification de la loi sur l'approvisionnement du pays

Le Conseil d'État soutient cette modification.